

## METROPOLE DU GRAND LYON

**Aménagement d'un parking de stationnement  
et d'une voie verte ou mode doux à Irigny (69)  
Pré-diagnostic écologique et diagnostic  
complet en matière de faune, flore et habitats**

**Pré-diagnostic faune-flore note de Synthèse**

mai 2018



# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
1.1	PRÉSENTATION DU PROJET	6
<b>2</b>	<b>LOCALISATION</b>	<b>7</b>
2.1	GENERALITE	7
2.1.1	Situation	7
<b>3</b>	<b>PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE</b>	<b>8</b>
<b>4</b>	<b>CONTEXTE ÉCOLOGIQUE</b>	<b>8</b>
4.1	ZONAGES DU PATRIMOINE NATUREL	8
4.1.1	ZONAGES REGLEMENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL	8
4.1.1.1	Natura 2000	9
4.1.1.2	Arrêté Préfectoral de Protection de Biotopie	10
4.1.1.2.1	PRESENTATION DES SITES CONCERNES	11
4.1.1.3	Réserve Naturelle Nationale (RNN)	12
4.1.1.1	Forêt de protection	12
4.1.1.1	La convention Ramsar	12
4.1.2	ZONAGES d'inventaire DU PATRIMOINE NATUREL	13
4.1.2.1	Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)	13
4.1.2.1.1	PRESENTATION DES SITES CONCERNES	13
4.1.2.2	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux	14
4.1.3	autres zonages du patrimoine naturel	16
4.1.3.1	Parc Naturel Régional	16
4.1.3.1	Les espaces naturels sensibles (ENS)	16
4.1.4	Synthèse du contexte écologique du projet	17
4.2	TRAME ECOLOGIQUE	18
4.2.1	Schéma régional de Cohérence écologique (srce)	18
4.3	AUTRES LÉGISLATIONS APPLICABLES AU PROJET	19
<b>5</b>	<b>PRE DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE</b>	<b>20</b>
5.1	RESULTATS DES EXPERTISES NATURALISTES	20
5.1.1	Dates de prospections	20
5.2	RÉSULTATS DES PROSPECTIONS	22
5.2.1	Les zones humides	22
5.2.1.1	Généralités et rappel des textes de loi	22
5.2.2	Expertise Flore	24
5.2.2.1	FLORE PATRIMONIALE	24
5.2.3	Faune	24
5.2.3.1	Avifaune	24
5.2.3.1.1	Généralités	24
5.2.3.1.2	Bioévaluation des espèces protégées sur site	25
5.2.3.2	Amphibiens	26
5.2.3.2.1	Généralité	26
5.2.3.3	Reptiles	26
5.2.3.3.1	Généralité	26

5.2.3.4	Mammifères.....	26
5.2.3.4.1	Généralité .....	26
5.2.3.5	Insectes .....	27
5.2.3.5.1	Rhopalocères .....	27
5.2.3.5.2	Généralités .....	27
5.2.3.5.3	Odonates .....	27
5.2.3.5.4	Orthoptères.....	27
<b>6</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>28</b>

## LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : PROJET DE PARKING ET DE VOIE VERTE	6
FIGURE 2 : LOCALISATION NATIONALE ET RÉGIONALE DU PROJET DE PARKING & VOIE VERTE À IRIGNY	7
FIGURE 9 : CLASSES DES SOLS SELON LE GEPPA 1981	23

## LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1 : DÉFINITION DES AIRES D'ÉTUDE	8
TABEAU 2 : ESPACES PROTÉGÉS ET D'INVENTAIRE DANS UN PÉRIMÈTRE DE 5 KM AUTOUR DU PÉRIMÈTRE DU SITE	17

## LISTE DES CARTES

CARTE 1 : LOCALISATION DES APPB DANS LES PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE	11
CARTE 2 : LOCALISATION DES ZNIEFF DE TYPE I & II SUR LES AIRES D'ETUDES	14
CARTE 3 : CARTOGRAPHIE DES POINTS D'INVENTAIRE CHIROPTÈRES, OISEAUX, ET REPTILES	21

# 1 INTRODUCTION

## 1.1 PRÉSENTATION DU PROJET

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'accord-cadre « Expertise et ingénierie en matière de faune, flore et habitats » dont le groupement est un des lauréats.

Le Grand Lyon a sollicité le groupement le 12/03/2018 par téléphone puis par mail émis par Tiphaine AUDRAN pour la réalisation sur la commune d'Irigny d'un pré-diagnostic afin d'alimenter le dossier cas-par-cas.

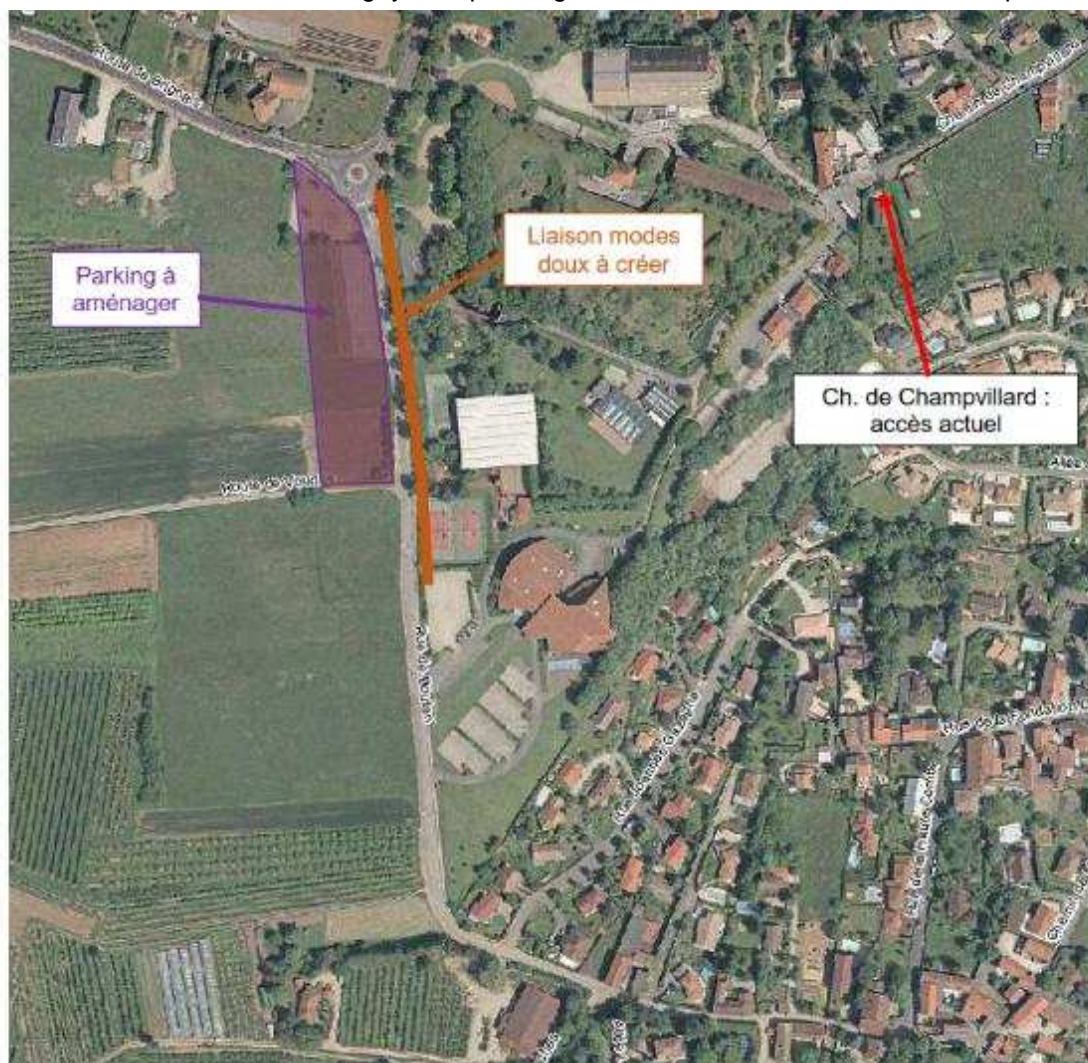


Figure 1 : Projet de parking et de Voie Verte

Situé sur la commune d'Irigny, le projet consiste en la création d'un parking de stationnement sur les parcelles localisées à l'ouest de la rue de Boutan, dans le prolongement du parking existant. Une voie verte ou un espace modes doux sera également aménagé en bord est de la rue, ce qui nécessitera éventuellement le décalage de l'infrastructure existante.

Les parcelles ont aujourd'hui une vocation agricole et au vu des données transmises par le Grand Lyon, semblent présenter des enjeux environnementaux potentiels.

## 2 LOCALISATION

### 2.1 GENERALITE

#### 2.1.1 SITUATION

Le Projet se situe sur la commune d'Irigny à proximité de la commune de Lyon

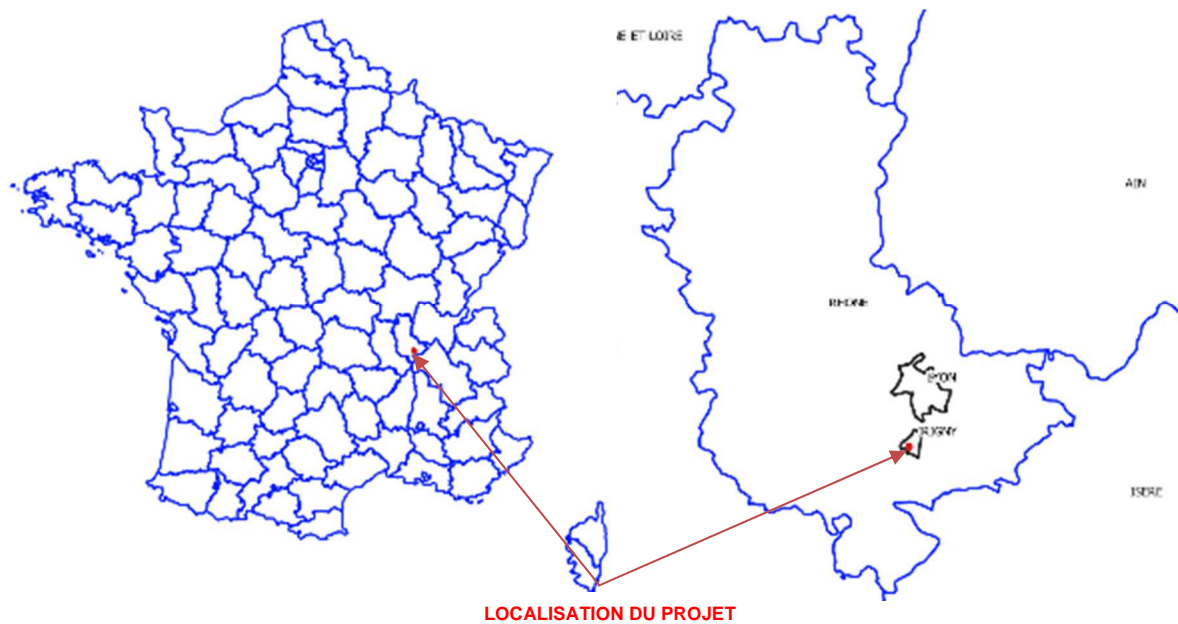


Figure 2 : Localisation nationale et régionale du projet de parking & voie verte à IRIGNY



### 3 PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE

Les périmètres d'étude sont définis de la manière suivante :

Tableau 1 : Définition des aires d'étude

AIRES D'ÉTUDES DU PROJET		
AIRE D'ÉTUDE	DISTANCE TAMPON	DESCRIPTION
AIRE D'ÉTUDE IMMÉDIATE	0km	Zone d'étude d'intervention du projet (dont travaux et aménagements connexes)
AIRE D'ÉTUDE RAPPROCHÉE	1 km	Zone potentiellement affectée par d'autres effets que ceux d'emprise, notamment diverses perturbations pendant toute la durée des travaux (poussières, bruit, pollutions diverses, dépôts et emprunts de matériaux, création de pistes, lavage de véhicules, défrichements, modifications hydrauliques, base-vie...). Etat initial complet des milieux naturels, en particulier : Inventaire des espèces animales et végétales ; Cartographie des habitats ; Identification des enjeux de conservation et des contraintes réglementaires.
AIRE D'ÉTUDE ÉLOIGNÉE	5 km	Zone des effets éloignés et induits possibles, prenant en compte l'ensemble des unités écologiques potentiellement perturbées par le projet. <b>L'étude du fonctionnement écologique global (prise en compte du SRCE), l'intégration du réseau Natura 2000 ainsi que l'étude des zonages liés au patrimoine naturel sont réalisées à l'échelle de cette aire d'étude.</b>

### 4 CONTEXTE ÉCOLOGIQUE

#### 4.1 ZONAGES DU PATRIMOINE NATUREL

Les données administratives concernant les milieux naturels, le patrimoine écologique, la faune et la flore sont principalement de deux types :

- Les **zonages réglementaires**, qui correspondent à des sites au titre de la législation ou de la réglementation en vigueur dans lesquels les interventions dans le milieu naturel peuvent être contraintes. Ce sont les sites du réseau européen NATURA 2000, les arrêtés préfectoraux de protection de biotope, les réserves naturelles nationales et régionales...
- Les **zonages d'inventaires du patrimoine naturel**, élaborés à titre d'avertissement pour les aménageurs et qui n'ont pas de valeur d'opposabilité. Ce sont notamment les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) et les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type II - grands ensembles écologiquement cohérents - et ZNIEFF de type I - secteurs de plus faible surface au patrimoine naturel remarquable -).

D'autres types de zonages existent, correspondant par exemple à des territoires de développement et d'expérimentation du développement durable (ex. : Parcs Naturels Régionaux – Pnr) ou à des secteurs gérés en faveur de la biodiversité (ex. : Espaces Naturels Sensibles).

##### 4.1.1 ZONAGES REGLEMENTAIRES DU PATRIMOINE NATUREL

La désignation de zones naturelles protégées répond à différentes législations qui trouvent leur source à plusieurs niveaux d'instances : départementaux, régionaux, nationaux, Européens et même internationaux. Tous les périmètres protégés, présents dans un rayon de 10 km autour de la zone d'étude sont repris ci-dessous.

On retrouve de cette manière les statuts suivants : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope ; Réserve Naturelle Nationale ; Réserve Naturelle Régionale ; Forêts de protection ; Parc Naturel National ; Parc Naturel Régional ; Sites Natura 2000, sites soumis à la Convention RAMSAR sur les zones humides etc ...



#### 4.1.1.1 Natura 2000

Le réseau Natura 2000 a pour objectif la préservation de la biodiversité, grâce à la conciliation des exigences des habitats naturels et des espèces avec les activités économiques, sociales et culturelles qui s'exercent sur les territoires et avec les particularités régionales et locales.

Il s'agit donc de promouvoir une gestion concertée et assumée par tous les acteurs intervenant sur les espaces naturels. En effet, la conservation de la diversité biologique est très souvent liée à l'action de l'homme, spécialement dans l'espace rural et forestier.

**Le réseau Natura 2000 est constitué de :**

- Zones Spéciales de Conservation (ZSC), désignées au titre de la directive « Habitats, Faune, Flore » du 21 mai 1992.
- Zones de Protection Spéciale (ZPS), désignées au titre de la directive « Oiseaux » du 30 novembre 2009.

Le réseau Natura 2000 participe au développement durable. Il favorise le maintien, l'adoption et le développement de pratiques qui permettent de préserver ou de restaurer la qualité des espaces naturels et de la vie rurale. Il constitue une audacieuse politique d'aménagement et de gestion du territoire, à la disposition des acteurs locaux.

Pour remplir ses obligations, la France a choisi de mettre en place au sein de chaque site proposé pour le réseau Natura 2000 un document de gestion dit « document d'objectifs » (docob). Le document d'objectifs constitue une démarche novatrice car il est rédigé de façon concertée et les actions qui le composent sont appliquées sur la base du volontariat.

**Le réseau européen de sites Natura 2000 couvre 18.4 % du territoire, il comprend :**

- 22 594 sites en ZSC au titre de la directive Habitats, Faune, Flore.
- 491 sites en ZPS au titre de la directive Oiseaux.

Chaque pays est doté, ou se dote progressivement, d'un réseau de sites correspondant aux habitats et espèces mentionnés dans les directives. Chacun les transcrit en droit national. Ils sont invités à désigner un réseau en accord avec la réalité de la richesse écologique de leur territoire. La France est considérée comme l'un des pays européens parmi les plus importants pour les milieux naturels et les espèces sauvages. Ce réseau est également l'une des réponses de la France à ses responsabilités internationales et à ses engagements internationaux relayés par les discours des responsables français (Johannesburg en 2002, conférence internationale sur « biodiversité et gouvernance » à Paris en 2005, par exemple).

#### Natura 2000 en France

Le réseau français de sites Natura 2000 comprend 1758 sites pour 12,6 % du territoire métropolitain, soit 6,9 millions d'hectares. 9000 communes sont concernées, ce qui représente 15 millions d'habitants.

**Le réseau français se compose de :**

- 1366 sites en ZSC (pSIC et SIC) au titre de la directive Habitats, Faune, Flore.
- 392 sites en ZPS au titre de la directive Oiseaux.
- 209 sites marins, (ZPS ou ZSC).

**Aucun site Natura 2000 n'a été identifié sur les aires d'étude du projet**

---

#### 4.1.1.2 Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope sont des aires protégées à caractère réglementaire, qui ont pour objectif de prévenir, par des mesures réglementaires spécifiques de préservation de leurs biotopes, la disparition d'espèces protégées.

Ces biotopes sont nécessaires à leur alimentation, à leur reproduction, à leur repos ou à leur survie. Ils peuvent être constitués par des mares, des marécages, des marais, des haies, des bosquets, des landes, des dunes, des pelouses ou par toutes autres formations naturelles peu exploitées par l'homme. Il peut arriver que le biotope d'une espèce soit constitué par un lieu artificiel (combles des églises, carrières), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée.

#### **Règlementation**

La réglementation instituée par l'arrêté consiste essentiellement en interdictions d'actions ou d'activités pouvant nuire à l'objectif de conservation du ou des biotopes.

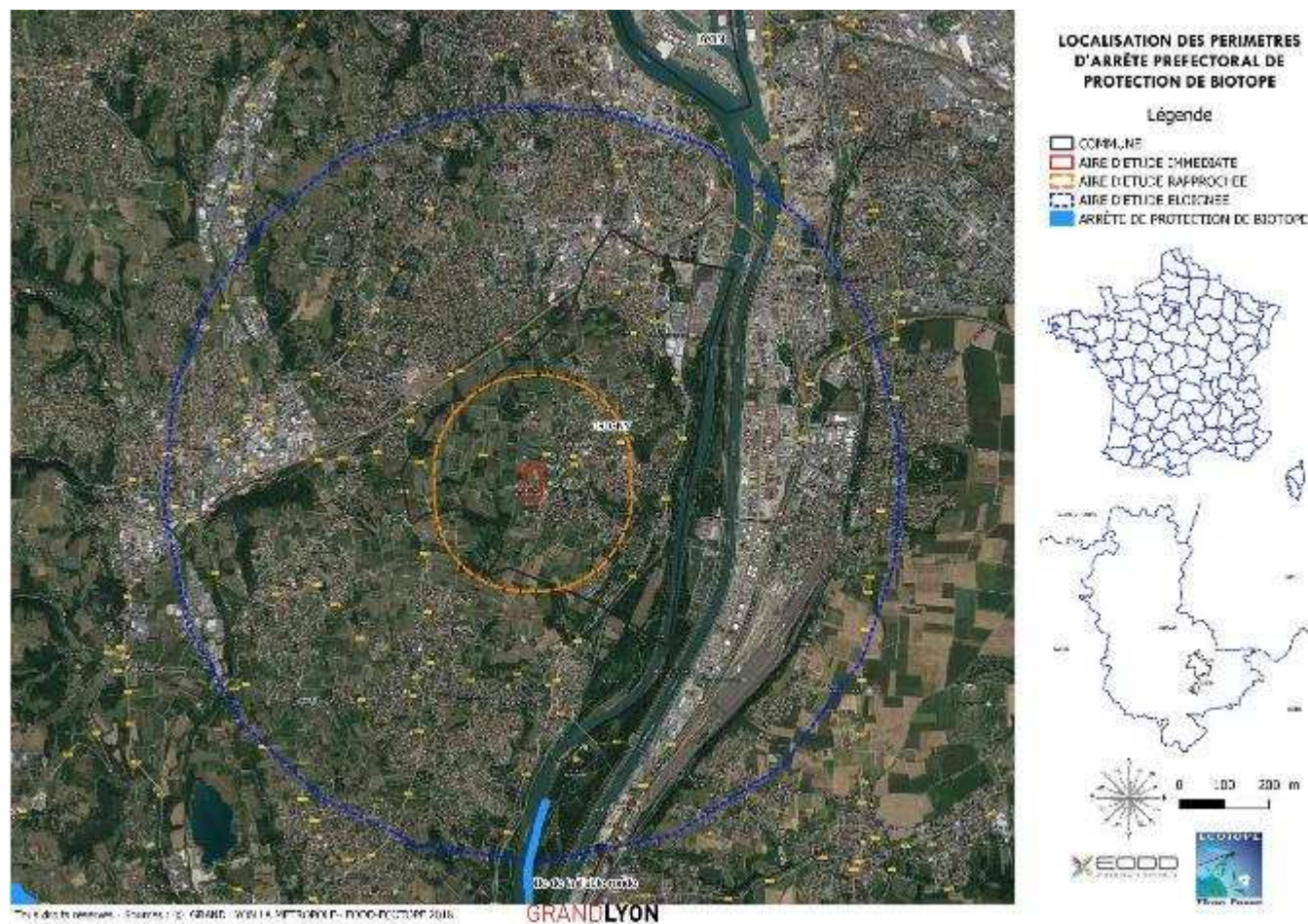
Les interdictions édictées visent le plus souvent : l'écobuage, le brûlage des chaumes, le brûlage ou broyage de végétaux sur pied, la destruction de talus ou de haies, les constructions, la création de plans d'eau, la chasse, la pêche, certaines activités agricoles (par exemple : épandage de produits anti-parasitaires, emploi de pesticides), les activités minières et industrielles, le camping, les activités sportives (telles que motonautisme ou planche à voile par exemple), la circulation du public, le survol aérien en-dessous d'une certaine altitude, la cueillette...

#### 4.1.1.2.1 PRESENTATION DES SITES CONCERNES

Nous avons identifié le site FR3800299 « Ile de la table ronde », créé en 1991, d'une surface de 61 ha environ cet APPB cours sur les communes de Grigny, de Sérézin-du-Rhône, de Solaize, et de Ternay.

La création de cet APPB, a été motivé par la présence du Castor d'Europe (espèce protégée et d'intérêt communautaire (NATURA 2000) et de son habitat d'espèce.

Etant donnée la nature des espèces présentent, de leurs habitats, et la distance du site par rapport à l'aire d'étude immédiate. Nous pouvons conclure que le projet ne portera aucune incidence sur les populations des espèces ayant justifiées la désignation de l'APPB.



Carte 1 : localisation des APPB dans les périmètres d'étude

#### 4.1.1.3 Réserve Naturelle Nationale (RNN)

Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.

Elles ont pour objectif la conservation d'espaces fragiles à travers une réglementation qui prend en compte le contexte local. Les actions des Réserves s'articulent autour de trois enjeux : protéger, gérer et sensibiliser. Selon les objectifs des espaces à protéger, ainsi que selon la situation géographique, l'initiative de classement d'un espace en réserve naturelle revient à l'Etat (Réserves Naturelles Nationales), à la Région (Réserve Naturelle Régionale).

Même si leurs statuts diffèrent, les Réserves Naturelles répondent à une réglementation identique. Cette dernière restreint ou interdit des activités humaines en fonction de leurs impacts sur le milieu. Ce sont surtout les travaux, la circulation des personnes, et les activités économiques qui sont visés.

**Aucune RNN n'a été identifiée sur les aires d'études**

##### 4.1.1.1 Forêt de protection

Le classement en Forêt de protection est un dispositif ancien permettant de protéger des écosystèmes forestiers, en leur appliquant selon le code forestier une servitude nationale d'urbanisme et un régime forestier spécial : les défrichements et constructions d'infrastructures sont interdits. Ce classement, prononcé par décret en Conseil d'Etat, constitue l'outil juridique le plus contraignant pour la protection des forêts. A ce jour, 1% de la surface forestière française est concernée par ce classement.

**Aucune forêt de protection n'a été identifiée sur les aires d'études**

##### 4.1.1.1 La convention Ramsar

La Convention a pour mission « la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier ».

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus divers et les plus productifs. Elles fournissent des services essentiels et toute notre eau douce. Toutefois, elles continuent d'être dégradées et transformées pour d'autres usages. La Convention a adopté une large définition des zones humides comprenant tous les lacs et cours d'eau, les aquifères souterrains, les marécages et marais, les prairies humides, les tourbières, les oasis, les estuaires, les deltas et étendues intertidales, les mangroves et autres zones côtières, les récifs coralliens et tous les sites artificiels tels que les étangs de pisciculture, les rizières, les retenues et les marais salés.

Dans le contexte des « trois piliers » de la Convention, les Parties contractantes s'engagent :

- À œuvrer pour l'utilisation rationnelle de toutes leurs zones humides ;
- À inscrire des zones humides appropriées sur la Liste des zones humides d'importance internationale (la « Liste de Ramsar ») et à assurer leur bonne gestion ;
- À coopérer au plan international dans les zones humides transfrontières, les systèmes de zones humides partagés et pour les espèces partagées.

**Aucun site Ramsar n'a été identifié sur le site**



## 4.1.2 ZONAGES D'INVENTAIRE DU PATRIMOINE NATUREL

### 4.1.2.1 Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On distingue deux types de ZNIEFF :

Les ZNIEFF de type I sont donc des sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type II. Ils correspondent a priori à un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels.

Les ZNIEFF de type II sont donc des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

#### 4.1.2.1.1 PRESENTATION DES SITES CONCERNES

- ZNIEFF I : Mare des Rochettes (820032238)

D'une surface de 3 Ha, elle est située sur le plateau agricole au nord-ouest d'Irigny, cette zone humide s'inscrit dans une plaine vouée à la polyculture. Les parcelles sont consacrées à des vergers (pêchers, poiriers) et à des cultures de céréales entrecoupées çà et là de friches. La présence de petites mares d'origine artificielle renforce la diversité de ce paysage agricole au sein duquel les prairies humides sont très disséminées. Cette zone humide, parsemée de saules, se compose de deux étangs séparés par une grande haie brise-vent de peupliers. Il s'agit d'un biotope remarquable.

Parmi les espèces ayant justifiées la désignation du site, nous retrouvons notamment le Crapaud calamite, et le Pélodytes ponctué.

- ZNIEFF I : Etang de Béard (830032239)

D'une superficie de 0.35 Ha, cet étang a conservé son caractère sauvage aux milieux de vergers, et abrite un cortège typique des milieux bocager, alluviaux et humides. Parmi les espèces présentant ayant justifiées la désignation du site nous identifions notamment, l'agrion mignon et la chevêche d'Athéna.

- ZNIEFF I : Vallon de Sézérin du Rhône (820031420)

Cette ZNIEFF de 10 Ha, abrite notamment une espèce de flore, le Liseron de Biscaye protégée en région Rhône-Alpes. Il s'agit d'un espace vert résiduel au milieu de la vallée urbanisée et industrielle, en versant Sud de l'Ozon.

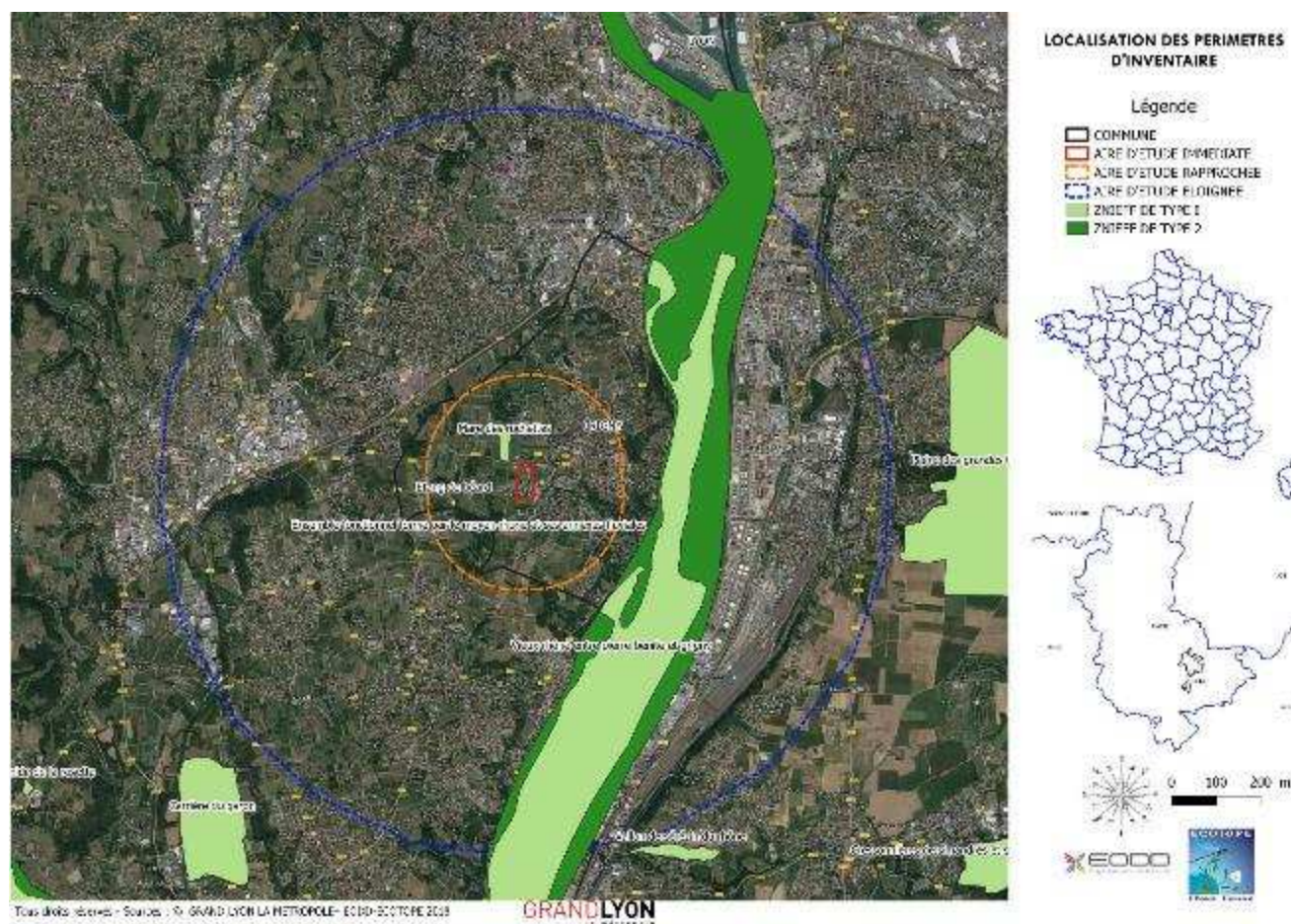
- ZNIEFF I : Vieux-Rhône entre Pierre Bénite et Grigny (820030245)

Situé entre le barrage de Pierre-Bénite et la pointe sud de l'île de la table Ronde, ce site de 531 ha est un ensemble fluvial complexe abritant 30 espèces déterminantes, 2 mammifères (le castor d'Europe, le Crossope aquatique), 6 espèces d'oiseaux, 2 espèces de poissons et 18 espèces végétales. Toutes ces espèces sont liées aux milieux forestiers alluviaux, les milieux fluviaux, et humides.

- ZNIEFF II : Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales (820000351)

Cette ZNIEFF de type II de 23 866 Ha, intersecte l'aire d'étude éloignée, elle abrite 208 espèces déterminantes, et englobe le lit majeur du Rhône dans les secteurs non urbanisés et le lit mineur dans la traversée des agglomérations, elle court jusqu'au porte du bassin méditerranéen. Elle est constituée de formations forestières alluviales abritant de nombreuses espèces faunistiques et floristiques d'intérêt écologique. La faune piscicole y est également importante et diversifiée.

**Etant données les caractéristiques naturelles des ZNIEFF I & II présentes sur les aires d'études, leurs exigences écologiques, leurs distances avec l'aire d'étude immédiate, la nature des aménagements envisagés, il apparaît que le projet n'aura aucun impact sur les populations des espèces ayant justifiées la désignation des sites.**



Carte 2 : LOCALISATION DES ZNIEFF DE TYPE I & II SUR LES AIRES D'ETUDES

#### 4.1.2.2 Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux

L'inventaire des ZICO a débuté en France dès les années 1980. Basé sur la présence d'espèces d'intérêt communautaire répondant à des critères numériques précis, il a été réalisé par la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN) pour le compte du ministère chargé de l'Environnement, avec l'aide des groupes ornithologiques régionaux. Dans les ZICO, la surveillance et le suivi des espèces constituent un objectif primordial. Elles sont établies en application de la directive 2009/147/CE sur la protection des oiseaux et de leurs habitats. Elles ont été délimitées par le réseau des ornithologues français sur la base des critères proposés dans une note méthodologique. Après validation, elles sont appelées à être désignées en Zone de Protection Spéciale (ZPS).

Tout comme les autres états membres, la France s'est engagée à désigner en (ZPS) au titre de la directive Oiseaux les sites nécessitant des mesures particulières de gestion et de protection pour conserver les

populations d'oiseaux sauvages remarquables en particulier ceux inscrits à l'annexe I de la directive. Ces désignations qui correspondent à un engagement de l'Etat et ont seules une valeur juridique, sont pour la plupart effectuées sur la base de l'inventaire des ZICO, ce qui ne signifie pas pour autant que toutes les ZICO devront être systématiquement, dans leur intégralité, désignées en ZPS.

Les ZICO correspondent à de grandes surfaces qui doivent être prises en compte dans le processus d'élaboration du document d'urbanisme lorsque :

- L'Etat n'a pas encore désigné en ZPS, après une étude naturaliste fine, les surfaces effectivement utiles à la conservation des oiseaux cités par la directive.
- L'Etat a déterminé par cette même étude naturaliste, qu'il n'était pas nécessaire de désigner de telles ZPS au vu de la réalité de l'importance des surfaces d'une ZICO considérée.

Au niveau local, il est important d'intégrer la notion de ZICO lors de l'établissement des PLU de façon à éviter toute destruction d'habitat d'oiseaux supplémentaire, en tenant compte des secteurs et des milieux les plus sensibles pour les espèces à protéger.

**Aucune ZICO n'a été identifiée sur les aires d'étude**



### 4.1.3 AUTRES ZONAGES DU PATRIMOINE NATUREL

#### 4.1.3.1 Parc Naturel Régional

Il existe 52 Parcs naturels régionaux en France. Ils ont en commun un « esprit Parc naturel régional » conjugué de façon différente selon les besoins et les particularités de chaque territoire. « L'esprit Parc naturel régional », c'est un ensemble de valeurs qui guident les acteurs du projet dans leur démarche de développement du territoire. Ces valeurs sont la « marque de fabrique » d'un Parc naturel régional qui le distingue d'autres outils d'aménagement et de développement (ex : communautés de communes, syndicats mixtes, communautés urbaines, agglomérations...).

Les Parcs naturels régionaux sont créés pour protéger et mettre en valeur de grands espaces ruraux habités. Peut être classé "Parc naturel régional" un territoire à dominante rurale dont les paysages, les milieux naturels et le patrimoine culturel sont de grande qualité, mais dont l'équilibre est fragile. Un Parc naturel régional s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine naturel et culturel.

**Aucun Pnr n'a été identifiée sur les aires d'étude**

#### 4.1.3.1 Les espaces naturels sensibles (ENS)

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS\*) ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

Depuis 1985, le législateur permet aux Départements d'asseoir leur politique environnementale et de pérenniser leurs actions en faveur du milieu naturel et plus particulièrement des Espaces Naturels Sensibles. À ce jour (2010), en France, environ 80 Départements ont décidé de se doter de moyens financiers plus adaptés à ce type d'actions et ont voté l'application de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS\*).

Sur plus de 74 départements, 3050 Espaces Naturels Sensibles ont été acquis représentent au minimum 70 000 hectares ; et 270 000 hectares ont été désignés en zone de préemption.

La création des ENS\* s'appuie sur les Articles L. 142-1 à L. 142-13 et R. 142-1 à R. 142-19 du code de l'urbanisme et la circulaire du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports n° 95-62 du 28 juillet 1995 relative aux recettes et emplois de la taxe départementale des espaces naturels sensibles.

**Aucun ENS n'a été identifiée sur les aires d'étude**

#### 4.1.4 SYNTHÈSE DU CONTEXTE ÉCOLOGIQUE DU PROJET

Au sein des aires d'études (éloignée, rapprochée) sont présents

NOM	CODE	LOCALISATION	SURFACE CONCERNE PAR LE PERIMETRE D'ETUDE	SURFACE DU PERIMETRE D'ETUDE CONCERNE	PROBABLE CONTRAINTES REGLEMENTAIRE
<b>PERIMETRE REGLEMENTAIRE</b>					
<b>ARRETE PREFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPE</b>					
Ile de la table ronde	FR3800299	SUD du site	0	0	NON
<b>RESERVE NATURELLE NATIONALE</b>					
/	/	/	/	/	/
<b>Natura 2000 (ZSC)</b>					
/	/	/	/	/	/
<b>Natura 2000 (ZPS)</b>					
/	/	/	/	/	/
<b>CONVENTION RAMSAR</b>					
/	/	/	/	/	/
<b>RBD/RBI</b>					
/	/	/	/	/	/
<b>PERIMETRE D'INVENTAIRE</b>					
<b>ZNIEFF Type II</b>					
Ensemble fonctionnel formé par le moyen-Rhône et ses annexes fluviales	820000351	EST	0	0	NON
<b>ZNIEFF Type I</b>					
Mare des Rochettes	820032238	Nord-Ouest	0	0	NON
Vieux-Rhône entre Pierre Bénite et Grigny	820030245	Est	0	0	NON
Vallon de Sézérin du Rhône	820031420	Sud-Est	0	0	NON
Etang de Béard	830032239	Sud-Ouest	0	0	NON
<b>ZONES IMPORTANTES POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX (ZICO)</b>					
/	/	/	/	/	/
<b>AUTRES ZONAGES DU PATRIMOINE NATUREL</b>					
<b>Parc naturel régional</b>					
/	/	/	/	/	/
<b>ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)</b>					
/	/	/	/	/	/

Tableau 2 : Espaces protégés et d'inventaire dans un périmètre de 5 km autour du périmètre du site

L'analyse du contexte écologique de l'aire d'étude permet d'avoir une première appréciation des espèces potentiellement présentes au sein du périmètre d'étude.

L'emprise de travaux s'inscrit dans une situation assez dépourvue de sites naturels malgré la présence de ZNIEFF I & II dans le rayon de 5 km. À large échelle, le site est donc localisé au sein d'un secteur géographique riche et diversifié.

Le projet n'est pas concerné directement par des périmètres de protection du patrimoine naturels et ne sera soumis à aucune contrainte réglementaire vis-à-vis des périmètres.

## 4.2 TRAME ECOLOGIQUE

### 4.2.1 SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE)

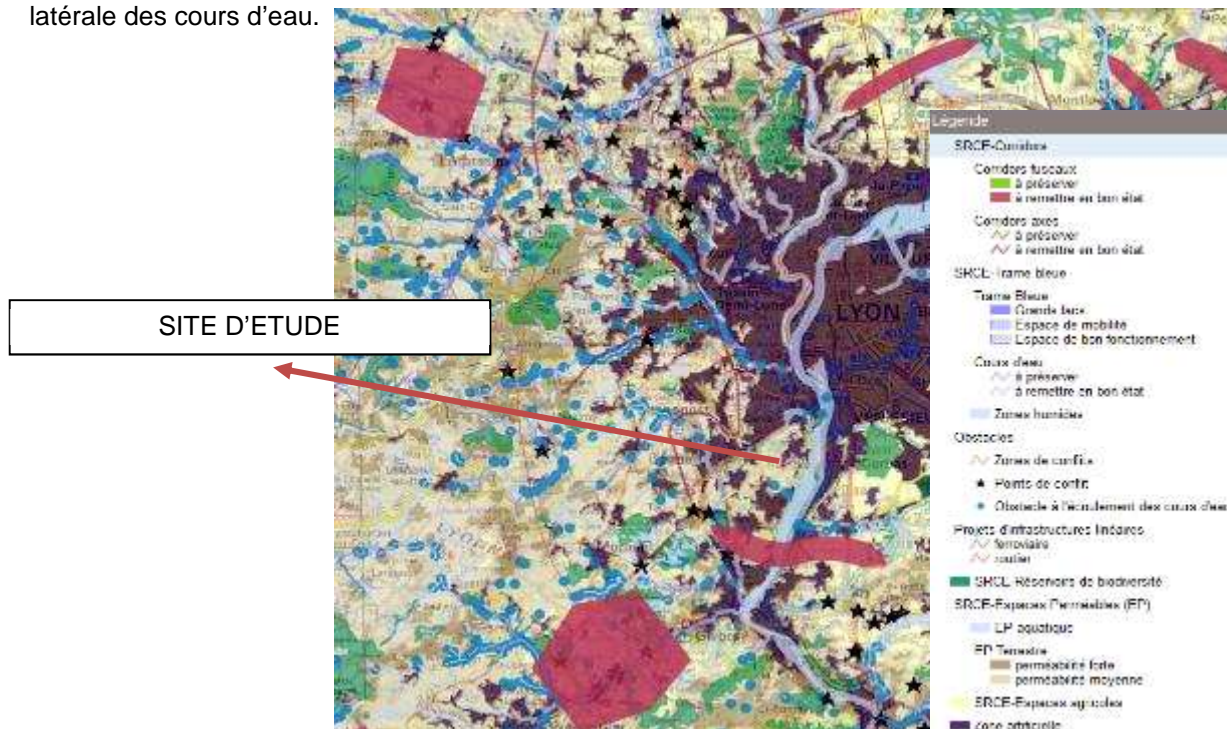
Le Schéma Régional de Cohérence Écologique est l'outil de mise en œuvre de la trame verte et bleue régionale. Cette dernière a pour ambition première d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors), elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique.

La Trame Verte et Bleue se veut également un véritable outil d'aménagement du territoire, selon les termes mêmes de la Loi Grenelle 1. Cette approche amorce une profonde mutation dans le regard porté sur les territoires. Il ne s'agit plus d'opposer conservation de la nature et développement des territoires, mais de les penser ensemble. Ce changement traduit la prise de conscience récente des services rendus par les écosystèmes pour le maintien de l'activité économique et le bien-être des populations.

Les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale. Ils sont élaborés conjointement par l'Etat (DREAL) et la Région, avec l'assistance technique du réseau des agences d'urbanisme.

Le SRCE se base sur l'identification des éléments suivants :

- « **Réservoir de biodiversité** » : Ils correspondent aux espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement ;
- « **Corridors écologiques d'importance régionale** » : Ils assurent les connexions entre réservoirs de biodiversité et/ou espaces perméables, en offrant aux espèces des conditions favorables à leurs déplacements et à l'accomplissement de leurs cycles de vie.
- « **Trame bleue** » : La trame bleue est constituée d'éléments aquatiques (cours d'eau, zones humides) et d'espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques. Cette définition intègre la dimension latérale des cours d'eau.



## CONCLUSION

De manière générale, le site d'étude se situe le long de secteur identifié comme urbanisé et n'est défini ni comme un réservoir de biodiversité, ni comme un corridor écologique.

## 4.3 AUTRES LÉGISLATIONS APPLICABLES AU PROJET

### REGLEMENTATION EUROPEENNE

- Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe.
- Directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.
- Directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages. Elle remplace la première Directive Oiseaux 79/409/CEE du 2 avril 1979.
- Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

### REGLEMENTATION NATIONALE FRANCAISE

- Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.
- Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.
- Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.
- Arrêté du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.
- Arrêté modifié du 20 janvier 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire.
- Arrêté du 21 juillet 1983, modifié par l'arrêté du 18 janvier 2000, relatif à la protection des écrevisses autochtones.
- Arrêté du 09 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département.
- Arrêté du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.
- Arrêté du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire national.

### REGLEMENTATION REGIONALE DU RHONE-ALPES

- Arrêté du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes complétant la liste nationale

### LISTES ROUGES NATIONALES

- Liste rouge des Oiseaux nicheurs en France métropolitaine (2016).
- Liste rouge des Mammifères de France métropolitaine (2009).
- Liste rouge des Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine (2015).
- Liste rouge des Papillons de jour de France métropolitaine (2012).
- Liste rouge des Orchidées de France métropolitaine (2009).
- Liste rouge de la Flore vasculaire de France métropolitaine (2012).

### LISTES ROUGES REGIONALES DE RHONE-ALPES

- Liste rouge régionale des Amphibiens.
- Liste rouge régionale des Champignons.
- Liste rouge régionale des Mammifères.
- Liste rouge régionale des Odonates.
- Liste rouge régionale des Oiseaux.
- Liste rouge régionale des Reptiles.

## 5 PRE DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

### 5.1 RESULTATS DES EXPERTISES NATURALISTES

Lors des inventaires, une attention particulière a été apportée aux espèces protégées et/ou remarquables recensées dans ces listes.

#### 5.1.1 DATES DE PROSPECTIONS

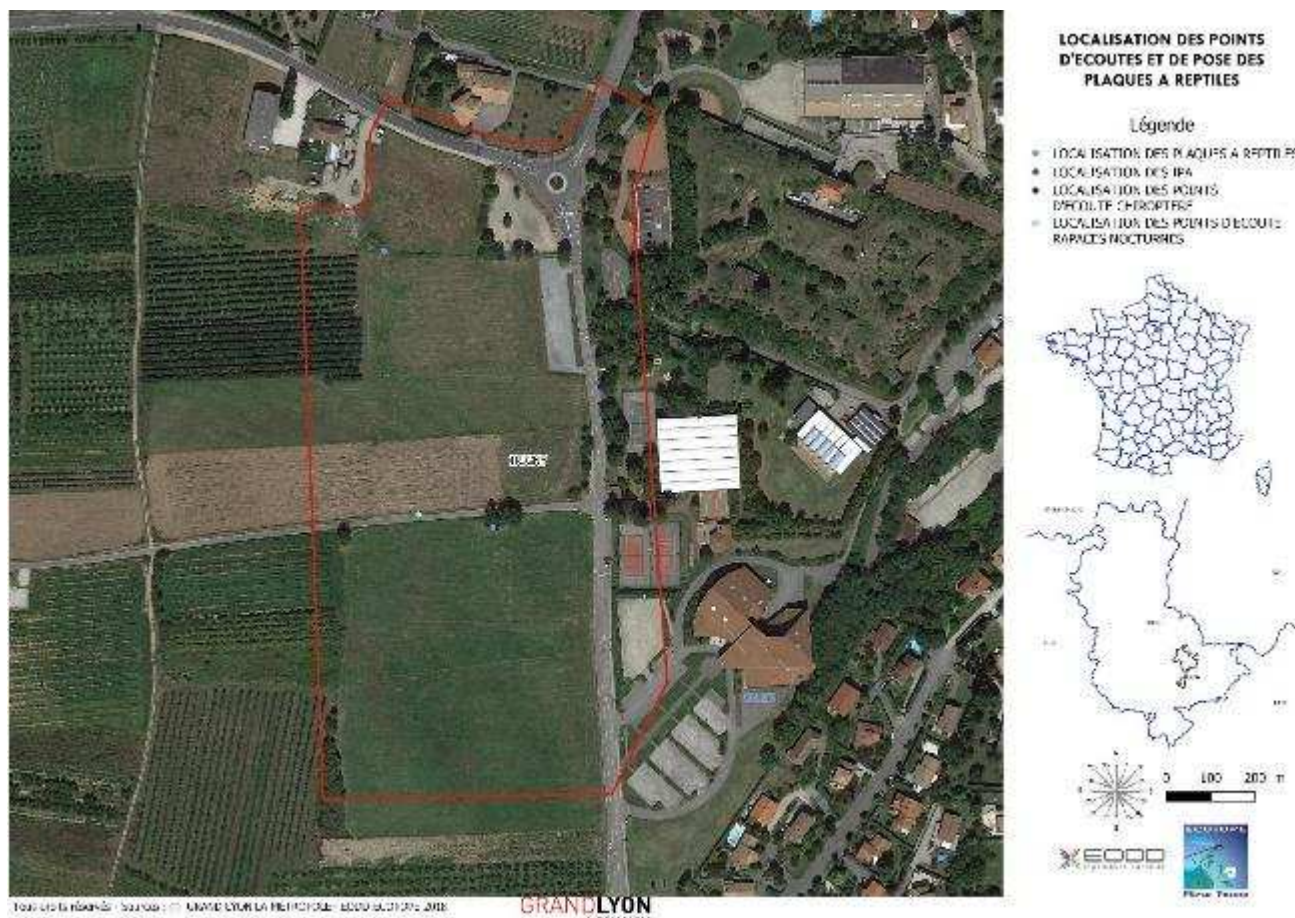
Le tableau suivant reprend les informations pratiques relatives aux inventaires :

EQUIPE		
DOMAINES D'INTERVENTION	AGENTS	DATES DE PASSAGE
Chef de projet Coordination et rédaction de l'étude	Miguel DA COSTA NOGUEIRA	/
Botaniste – Phytosociologue Expertise de la flore et des végétations	ECOTOPE	20/04/2018 16/05/2018
Fauniste - Ornithologue Expertise des oiseaux Fauniste - Chiroptérologue Expertise des chauves-souris Fauniste – Entomologiste Expertise des Lépidoptères-Odonates-Orthoptères Fauniste – Herpétologue Amphibiens - Reptiles -Coléoptères	ECOTOPE/ EODD	29/03/2018 11/04/2018 20/04/2018 15/05/2018

Périodes des investigations naturalistes :

taxons	mois de l'année	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
flore													
amphibiens													
chauve-souris													
autres mammifères													
insectes													
invertébrés aquatiques													
oiseaux													
poissons													
reptiles													





Carte 3 : Cartographie des points d'inventaire Chiroptères, Oiseaux, et Reptiles

## 5.2 RÉSULTATS DES PROSPECTIONS

### 5.2.1 LES ZONES HUMIDES

#### 5.2.1.1 Généralités et rappel des textes de loi

La loi sur l'eau, n°92-3 du 3 janvier 1992 - article 2, donne une définition des zones humides : « On entend par "zones humides", les terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année... ».

Un arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 modifie l'arrêté du 24 juin 2008 et précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 124- 7-1 et R. 211-108 du Code de l'Environnement. Pour qu'un espace soit considéré comme "zone humide", il doit remplir des critères en termes de types de sols ou d'espèces végétales présentes figurant dans les annexes de l'arrêté. Quant au périmètre de la zone, il doit être délimité au plus près des espaces répondant aux critères relatifs aux sols ou à la végétation.

L'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2009 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'Environnement.

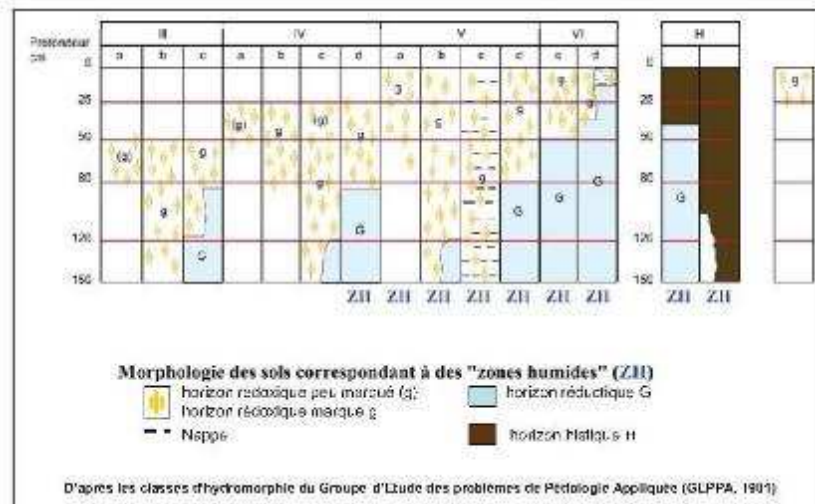
L'arrêté du conseil d'état du 22 février 2017 en précise les modalités de mise en œuvre. Un espace peut être considéré comme zone humide dès qu'il présente les deux critères suivants :

- Ses sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques parmi ceux mentionnés dans la liste figurant en annexe de l'arrêté
- Sa végétation, si elle existe, est caractérisée par :
  - Soit par des espèces indicatrices de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste d'espèces de l'annexe 2.1 de l'arrêté
  - Soit par des communautés d'espèces végétales dénommées « habitats », caractéristiques de zones humides identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant en annexe de l'arrêté.

La note technique du 26 juin 2017 précise la notion de « végétation » suite à la lecture des critères de caractérisations des zones humides dans la décision de l'arrêté du 22 février 2017.

L'apparition d'horizons histiques ou de traits rédoxiques ou réductiques peut être schématisée selon la figure inspirée des classes d'hydromorphie du GEPPA (1981), présentée ci-après. La morphologie des classes IV d, V et VI caractérisent des sols de zones humides pour l'application de la rubrique 3.3.1.0 de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.





Classes d'hydromorphie (GEPPA 1981, modifié). Les classes Vb, Vc, Vd, VI, H correspondent à des sols de zones humides ; les classes IVd et Va et les types de sols correspondant peuvent être exclus par le préfet de région après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel.

Figure 3 : Classes des sols selon le GEPPA 1981

Dans certains contextes particuliers, l'excès d'eau prolongée ne se traduit pas par les traits d'hydromorphie habituels facilement reconnaissables. Une expertise des conditions hydrogéomorphologiques (en particulier profondeur maximale du toit de la nappe et durée d'engorgement en eau) doit être réalisée pour apprécier la saturation prolongée par l'eau dans les cinquante premiers centimètres de sol.

La liste des types de sols donnée en annexe 1-1 de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 suit la nomenclature des sols reconnue actuellement en France, à savoir celle du référentiel pédologique de l'Association française pour l'étude des sols (D. Baize et M.C. Girard, 1995 et 2008).

- **Première étape pour la délimitation des zones humides : délimitation à l'aide des habitats**

Sur le site, de nombreux habitats et végétations ont été identifiés comme caractéristiques de présence de zones humides, et une cartographie a été réalisée.

Dans l'arrêté d'octobre 2009, la liste des habitats des zones humides est définie comme suit :

- « La mention d'un habitat coté « H » signifie que cet habitat ainsi que, le cas échéant, tous les habitats d'un niveau hiérarchique inférieur sont caractéristiques de zones humides » : la délimitation de ces habitats correspond aux zones humides « critère végétation » de nos cartographies.
- Pour les habitats cotés « p », il n'est pas possible de conclure sur la nature humide de la zone à partir de la seule lecture des données relatives aux habitats. Une expertise des sols ou des espèces végétales conformément aux modalités énoncées aux annexes 1 et 2.1 de l'arrêté de juin 2008 et octobre 2009 a été réalisée.
- **Seconde étape : réalisation de sondages pédologiques**

## CONCLUSION ENJEU ZONE HUMIDE

Aucune zone humide n'a été identifiée sur l'aire d'étude

## 5.2.2 EXPERTISE FLORE

### 5.2.2.1 FLORE PATRIMONIALE

Aucune espèce floristique protégée ou patrimoniale n'a été identifiée sur le site

#### CONCLUSION ENJEU FLORE PATRIMONIALE

Aucune contrainte réglementaire liée à la Flore n'a été identifiée sur l'aire d'étude

## 5.2.3 FAUNE

### 5.2.3.1 Avifaune

#### 5.2.3.1.1 Généralités

Au total, sur la période mars/avril, ce sont 37 espèces d'oiseaux qui ont été inventoriées sur le site d'étude. Parmi ces espèces, seules 12 espèces dont 9 protégées ont été inventoriées directement sur le site d'étude. Les autres espèces ont été contactées à proximité du site d'étude. A l'heure actuelle, seules 4 espèces sont potentiellement reproductrices sur le site, il s'agit :

- De la Fauvette à tête noire ;
- De la Mésange bleue ;
- Du Serin cini ;
- Du Tarier pâtre.

Parmi les 37 espèces inventoriées, 12 possèdent un statut de protection ou de rareté (liste rouge nationale et régionale) défavorable. D'après les observations réalisées sur le terrain, hormis pour en ce qui concerne le Serin cini et le Tarier pâtre qui semble utiliser activement le site d'étude pour leur reproduction, les autres espèces ne semblent pas porter d'intérêt marqué pour le site étude. Tout au plus, certaines espèces, comme la Chevêche d'Athéna, le Faucon crécerelle, le Chardonneret élégant ou le Verdier d'Europe peuvent trouver sur le site la ressource alimentaire nécessaire au bon fonctionnement de leur cycle biologique.

### 5.2.3.1.2 Bioévaluation des espèces protégées sur site

NOM SCIENTIFIQUE	NOM VERNACULAIRE	PROTECTION		NATURA 2000		LISTE ROUGE								Déterminant ZNIEFF	Contact sur site	CONTACT A PROXIMITE
		NAT	REG	DH	DO	M	Eu	Fr(N)	Fr(H)	Fr(P)	REG (N)	REG (H)	REG (P)			
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle	X	/	/	/	LC	LC	NT	NA	NA	LC	LC	LC	HL	Survol	
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire	X	/	/	/	LC	LC	LC	NA	NA	LC	LC	LC	HL	Reproducteur. possible	
<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	Grosbec casse-noyaux	X	/	/	/	LC	LC	LC	NA	HL	LC	LC	LC	HL	Migrateur pré nuptiale	
<i>Parus caeruleus</i>	Mésange bleue	X	/	/	/	LC	LC	LC	HL	NA	LC	LC	LC	HL	R. possible	
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	X	/	/	I	LC	LC	LC	HL	NA	LC	NA	LC	A/C/SM (colonie)	Survol	
<i>Anthus pratensis</i>	Pipit farlouse	X	/	/	/	LC	LC	VU	DD	NA	LC	LC	LC	A/C/SM	Migrateur pré nuptiale	
<i>Serinus serinus</i>	Serin cini	X	/	/	/	LC	LC	VU	HL	NA	LC	LC	DD	HL	R. possible	
<i>Saxicola torquatus</i>	Tarier pâtre	X	/	/	/	NE	NE	NT	NA	NA	LC	LC	LC	HL	R. probable	
<i>Carduelis spinus</i>	Tarin des aulnes	X	/	/	/	LC	LC	LC	DD	NA	DD	LC	LC	D	Migrateur pré nuptiale	

### CONCLUSION ENJEU AVIFAUNE

Aucune contrainte réglementaire ni aucun enjeu notable lié à l'avifaune n'ont été identifiés sur l'aire d'étude immédiate

### 5.2.3.2 Amphibiens

#### 5.2.3.2.1 Généralité

Le site n'est pas propice à l'installation des amphibiens, aucune zone de reproduction possible n'a été identifiée sur l'aire d'étude immédiate.

#### **CONCLUSION ENJEU AMPHIBIEN**

**Aucun habitat favorable ni aucune espèce d'amphibiens n'ont été identifiés sur le périmètre d'étude, ce groupe ne représente aucune contrainte réglementaire.**

### 5.2.3.3 Reptiles

#### 5.2.3.3.1 Généralité

2 plaques à reptiles ont été posées sur le site, aucunes espèces à enjeux ou protégées, Le site d'étude présente peu d'écotones favorables au refuge et au déplacement des reptiles. En effet, seules trois haies arborées et une portion de roncier sont présentes sur le site. Leur isolement les rend peu attrayants pour ce groupe taxonomique.

#### **CONCLUSION ENJEU REPTILE**

**Aucune contrainte réglementaire ni aucun enjeu lié aux reptiles n'ont été identifiés sur l'aire d'étude immédiate.**

### 5.2.3.4 Mammifères

#### 5.2.3.4.1 Généralité

Ni les données bibliographiques, ni les inventaires n'ont permis de mettre en évidence la présence de mammifère protégé ou à enjeu sur l'aire d'étude, aucun habitat favorable à la réalisation du cycle biologique des représentants de ce groupe d'espèces. Le site présente peu de potentialités pour les espèces de mammifères protégées ou à enjeux. Seul le Hérisson d'Europe pourrait fréquenter le site lors de ces déplacements. Des prospections ciblées sur les haies et les zones arbustives en faveur du Muscardin et le Rat des moissons n'ont pas permis de noter la présence de nids de ces deux espèces.

#### **CONCLUSION ENJEU MAMMIFERE**

**Aucune contrainte réglementaire ni aucun enjeu lié aux mammifères n'ont été identifiés sur l'aire d'étude immédiate.**

#### 5.2.3.5 Insectes

##### 5.2.3.5.1 Rhopalocères

##### 5.2.3.5.2 Généralités

Ni les données bibliographiques, ni les inventaires n'ont permis de mettre en évidence la présence de rhopalocères sur l'aire d'étude, aucun habitat favorable à la réalisation du cycle biologique des représentants de ce groupe d'espèces.

#### **CONCLUSION ENJEU LEPIDOPTERE**

**Aucune contrainte réglementaire ni aucun enjeu lié aux lépidoptères n'ont été identifiés sur l'aire d'étude immédiate.**

##### 5.2.3.5.3 Odonates

##### 5.2.3.5.3.1 GÉNÉRALITÉS

Au même titre que les amphibiens, aucun habitat favorable au développement des odonates n'a été identifié.

#### **CONCLUSION ENJEU ODONATE**

**Aucune contrainte réglementaire ni aucun enjeu lié aux odonates n'ont été identifiés sur l'aire d'étude immédiate.**

##### 5.2.3.5.4 Orthoptères

##### 5.2.3.5.4.1 GÉNÉRALITÉS.

Ni les données bibliographiques, ni les inventaires n'ont permis de mettre en évidence la présence d'espèces protégées de ce groupe d'espèces.

#### **CONCLUSION ENJEU ORTHOPTERE**

**Aucune contrainte réglementaire ni aucun enjeu lié aux orthoptères n'ont été identifiés sur l'aire d'étude immédiate.**

---

## 6 CONCLUSION

---

Le site d'étude se trouve dans un contexte écologique relativement affaibli, qui n'accueille que peu de biodiversité.

L'ensemble des espèces présentant un statut de protection ne fréquente très probablement pas le site pour leur activité de reproduction, au mieux une activité de chasse est observée.

En l'état de nos connaissances et au vu de l'analyse du présent pré-diagnostic, nous n'avons pas identifié de contraintes majeures et réglementaires à la réalisation du projet, qui, à l'état d'avancement de nos observations ne devrait pas porter atteinte à la conservation des populations des espèces observées sur l'aire d'étude.